Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

31 mars 2005
N°297 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

HISTOIRE

La Seconde Guerre mondiale aurait pu prendre fin en 1943

L'histoire, sa réalité et ses mythes, sont des enjeux politiques permanents. Quinze ans apres l'effondrement du Mur de Berlin, et alors que les objectifs et les frontières de l'Union europenne, de l'OTAN se perdent dans le flou, notre lecture de la Seconde Guerre mondiale détermine notre vision du monde multipolaire à venir. À l'occasion du 60è anniversaire de la victoire sur le nazisme, la Russie remet en cause les mythes atlantistes, commme l'explique l'historien Valentin Faline à Viktor Litovkine, journaliste à RIA-Novosti.

page 2

Le domino kirghize

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Les actuels et anciens dirigeants kirghizes s'accusent les uns les autres par voie de presse d'être responsables de la situation actuelle dans leur pays. Dans le même temps, les analystes étrangers craignent que le Kirghizistan n'entre dans une période de guerre civile. Mais, loin de ces préoccupations limitées à un seul pays, les stratèges russes et états-uniens se demandent comment endiguer ou développer les « révolutions » dans toute la région.

page 10

REPÈRE : 1ER AVRIL 1939

Le massacre des réfugiés d'Alicante

Le 28 mars 1939, les troupes franquistes entrent dans Madrid grâce au carburant prêté par la compagnie états-unienne Texaco, mettant fin à la guerre civile espagnole qui ravage le pays depuis 4 ans et a fait plus de 400 000 morts. De longues colonnes de réfugiés républicains se pressent aux frontières. D'autres tentent de s'embarquer pour fuir. À Alicante, 15 000 soldats et civils républicains occupent le port dans l'attente d'un bateau. Ils sont encerclés par les soldats du corps expéditionnaire italien envoyé par Mussolini, qui tire sur tout cargo approchant de la côte. Le 1er avril, quand le général Franco annonce sa victoire à la radio, des centaines de réfugiés se suicident sur les quais afin de ne pas tomber entre les mains des fascistes. Au fur et à mesure que les soldats italiens avancent dans l'enceinte du port, ils torturent et massacrent les personnes qu'ils trouvent. Les rescapés d'Alicante seront fusillés, liés et jetés à la mer ou regroupés dans des camps de concentration. La répression franquiste fera plus de morts que les combats de la guerre civile. ■

L'ONU DÉNONCE LA CATASTROPHE HUMANITAIRE CAUSÉE PAR LES ÉTATS-UNIS EN IRAK

Le taux de malnutrition parmi les enfants irakiens a doublé, et plus d'un tiers d'entre eux a souffert de la faim depuis l'invasion états-unienne de ce pays qui possède théoriquement les deuxièmes réserves mondiales de pétrole, a révélé un récent rapport de l'ONU. En effet Jean Ziegler (en photo), spécialiste des questions de droit à l'alimentation auprès de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, a rendu selon USA Today un rapport qui confirme une fois de plus l'ampleur du désastre humanitaire causé par cette agression. 4 % des Irakiens de moins de cinq ans ont souffert de la faim suite à l'occupation d'avril 2003, chiffre qui a doublé en 2004 pour atteindre les 8 %. Cette situation est *« Le résultat de la guerre menée par les forces de la Coalition. (...) Ce massacre quotidien et silencieux est une forme de crime, (...) il doit être combattu et éliminé. »*, a déclaré Jean Ziegler devant la Commission des Droits de l'homme, avant d'ajouter que dorénavant plus d'un quart des enfants irakiens souffre de la faim, et que les États-unis avaient utilisé, notamment à Falloudja, la privation de denrées vitales comme moyen de pression sur la population. ■

Histoire

La Seconde Guerre mondiale aurait pu prendre fin en 1943

L'histoire, sa réalité et ses mythes, sont des enjeux politiques permanents. Quinze ans apres l'effondrement du Mur de Berlin, et alors que les objectifs et les frontières de l'Union europenne, de l'OTAN se perdent dans le flou, notre lecture de la Seconde Guerre mondiale détermine notre vision du monde multipolaire à venir. À l'occasion du 60è anniversaire de la victoire sur le nazisme, la Russie remet en cause les mythes atlantistes, commme l'explique l'historien Valentin Faline à Viktor Litovkine, journaliste à RIA-Novosti.

Winston Leonard Spencer Churchill
Photo : Agentur Schirner 1951 DHM, Berlin

Au fur et à mesure que les Anglo-Saxons étendent leur influence en Europe centrale et orientale, intégrant les anciens États du Pacte de Varsovie dans l'Union européenne et l'OTAN, ils procèdent a une révision historique de la Seconde Guerre mondiale. L'objectif de Londres et de Washington est de s'arroger l'exclusivité de la victoire contre le nazisme, de se poser en parangons de la démocratie, et d'assimiler communisme et nazisme dans une même opprobre. Les crimes du stalinisme sont placés en équivalence avec ceux de l'hitlérisme, tandis que ceux de la colonisation sont purement effacés. Répondant à cette offensive à l'occasion du 60è anniversaire de la victoire alliée,

la Russie entreprend a son tour une révision de l'Histoire officielle. Elle révèle que, contrairement a ce qu'ils prétendent aujourd'hui, les Anglo-Saxons ne se sont pas engagés dans la Seconde Guerre mondiale pour vaincre le fascisme, mais pour substituer leur domination a celle des nazis, et qu'ils ont volontairement laissé durer les combats dans l'espoir d'être débarrassés de l'URSS par l'Axe. Pour comprendre le point de vue russe négligé par les médias atlantistes, nous reproduisons un entretien avec le professeur Valentin Faline recueilli par Viktor Litovkine, de l'agence RIA-Novosti.

Viktor Litovkine : *Dans l'historiographie moderne, l'étape terminale de la Seconde Guerre mondiale est décrite différemment. Certains spécialistes prétendent que la guerre aurait pu s'achever bien plus tôt, c'est ce qui ressort, entre autres, de la lecture des mémoires du maréchal Tchouïkov. D'autres estiment qu'elle aurait pu durer au moins un an encore. Qui est plus proche de la vérité ? En quoi réside cette dernière ? Quel est votre point de vue sur cette question ?*

Valentin Faline : C'est vrai, ce thème est débattu dans l'historiographie de nos jours. Mais pendant la guerre aussi, à partir de 1942, on s'était livré à des estimations sur la durée du conflit. Pour être plus précis, les politiques et les militaires s'étaient penchés sur cette question dès 1941, quand la grande majorité des hommes d'État, dont Franklin Roosevelt et Winston Churchill, estimaient que l'Union soviétique tiendrait au maximum de quatre à six semaines. Seul Edvard Benes affirmait que l'URSS résisterait face à l'invasion nazie et finirait par écraser l'Allemagne.

Si je me souviens bien, Edvard Benes était le président de la Tchécoslovaquie en exil. Après les Accords de Munich de 1938 et l'occupation de son pays il se trouvait en Grande-Bretagne ?

Valentin Faline : Oui. Ensuite, lorsqu'il s'est avéré que ces estimations et, si vous le permettez, ces calculs étaient erronés, quand l'Allemagne a subi devant Moscou son premier revers stratégique dans la Seconde Guerre mondiale, les points de vue ont brusquement changé. En Occident, d'aucuns ont commencé à redouter de voir l'Union soviétique sortir trop forte de la guerre. Car si effectivement elle était trop forte, c'est elle qui déterminerait le visage de la future Europe. Ainsi parlait Adolph Berle, le sous-secrétaire d'État États-unien chargé de la coordination des services de renseignement US. C'est ce que pensait aussi l'entourage de Churchill, dont des gens fort compétents qui avant et pendant la guerre avaient élaboré la doctrine des actions des forces armées britanniques et de toute la politique britannique.

Cela explique dans une grande mesure l'obstination de Churchill à ne pas vouloir ouvrir le deuxième front en 1942. Et ce alors que Beaverbrook et Cripps au sein de la direction britannique et, surtout, Eisenhower et d'autres concepteurs des plans militaires états-uniens estimaient que des possibilités matérielles et autres existaient pour infliger aux Allemands une défaite dès 1942. Selon eux il fallait profiter que le gros des forces armées allemandes se trouvait sur le front oriental et que 2.000 kilomètres de littoral français, néerlandais, belge, norvégien et aussi allemand étaient ouverts aux armées alliées. A cette date les nazis ne possédaient aucuns ouvrages défensifs

Edouard Benes, président de Tchécoslovaquie en éxil

permanents le long du littoral atlantique.

Qui plus est, les militaires états-uniens s'employaient à convaincre Roosevelt (Eisenhower avait adressé plusieurs mémorandums à ce sujet au président états-unien) que l'ouverture du deuxième front raccourcirait de beaucoup la guerre en Europe et obligerait l'Allemagne à capituler. En 1943 au plus tard.

Cependant, de tels calculs n'étaient pas faits pour convenir à la Grande-Bretagne et aux conservateurs qui ne manquaient pas aux États-Unis.

Qui avez-vous en vue ?

Valentin Faline : Par exemple, le Département d'État au complet, dirigé par Cordel Hull, était farouchement hostile à l'URSS. Cela explique pourquoi Roosevelt ne s'était pas fait accompagné par son secrétaire d'État à la conférence de Téhéran et que les procès-verbaux de la rencontre des « Trois grands » lui avaient été communiqués six mois après Téhéran. Pour la petite histoire, disons que les services de renseignement politique du Reich avaient déposé ces documents sur le bureau d'Hitler trois ou quatre semaines après. La vie est pleine de paradoxes.

Après la bataille de Koursk, en 1943, qui s'était soldée par une défaite de la Wehrmacht, les chefs d'état-major des États-Unis et de la Grande-Bretagne, ainsi que Churchill et Roosevelt s'étaient réunis le 20 août à Québec. A l'ordre du jour figurait le retrait éventuel des États-Unis et de la Grande-Bretagne de la coalition antihitlérienne et leur entrée en alliance avec les généraux nazis pour combattre ensemble l'Union soviétique.

Un char allemand « Tigre » devant la ville de Koursk (Russie), lors d'une bataille qui reste à ce jour l'une des plus grandes confrontations de blindés de l'histoire

Pourquoi ?

Valentin Faline : Parce qu'en vertu de l'idéologie de Churchill et de ceux qui la partageaient à Washington, il fallait « contenir ces barbares russes » le plus loin possible à l'Est. Car si l'on ne peut briser l'Union soviétique, il faut au moins l'affaiblir. Par Allemands interposés. C'est ainsi que la tâche était posée.

Ce dessein avait toujours obnubilé Churchill. Il avait développé cette idée avec le général Koutiepov dès 1919. Les États-uniens, les Anglais et les Français subissent des revers et ne sont pas en mesure de se rendre maîtres de la Russie soviétique, disait-il. Il faut confier cette mission aux Japonais et aux Allemands. Churchill avait tenu le même langage en 1930 avec Bismarck, le premier secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Londres. Pendant la Première Guerre mondiale, les Allemands avaient vraiment manqué de jugeote, affirmait-il. Au lieu de concentrer leurs forces en vue de défaire la Russie, ils avaient engagé la guerre sur deux fronts. S'ils ne s'étaient occupés que de la Russie, alors l'Angleterre aurait neutralisé la France.

Pour Churchill il s'agissait moins de la lutte contre les bolcheviks que de poursuivre la guerre de Crimée de 1853-1856, au cours de laquelle la Russie s'était efforcée tant bien que mal de mettre un coup d'arrêt à l'expansion britannique.

Au Caucase, en Asie centrale, au Proche-Orient riche en pétrole...

Valentin Faline : Naturellement. Par conséquent, lorsque nous évoquons les différentes façons de faire la guerre à l'Allemagne nazie, il ne faut pas oublier la diversité des comportements vis-à-vis de la philosophie d'alliance, des engagements que l'Angleterre et les États-Unis avaient pris devant Moscou.

Je m'écarte un instant. En 1954 ou en 1955, Gand avait accueilli un colloque de religieux consacré au thème : les anges s'embrassent-ils ? Après plusieurs jours de débats ils en étaient arrivés à cette constatation : ils s'embrassent, mais sans passion. Au sein de la coalition antihitlérienne, les rapports d'alliés rappelaient un peu un caprice angélique, pour ne pas dire un baiser de Judas. Les promesses étaient sans engagements ou, ce qui était pire, quand il y en avait, c'était pour induire en erreur le partenaire soviétique.

Cette tactique, rappelons-le, avait torpillé des pourparlers de l'URSS, de la Grande-Bretagne et de la France au mois d'août 1939, alors qu'il était encore possible de faire quelque chose pour empêcher l'agression nazie. Les dirigeants soviétiques avaient donc été contraints de conclure démonstrativement un traité de non-agression avec l'Allemagne. Nous avions été désignés comme cible privilégiée de la machine de guerre nazie. Je me réfère à la situation telle qu'elle avait été formulée au sein du cabinet Chamberlain : « Si Londres ne peut éviter un accord avec l'Union soviétique, la signature britannique que comportera le document ne devrait pas signifier que les Anglais prêteront assistance à la victime de l'agression et déclareront la guerre à l'Allemagne. Nous devons nous réserver la possibilité de déclarer que la Grande-Bretagne et l'Union soviétique interprètent les faits différemment ».

On sait qu'en septembre 1939, quand l'Allemagne avait attaqué la Pologne, un allié de la Grande-Bretagne, Londres avait déclaré la guerre à Berlin, mais sans pour autant entreprendre la moindre démarche pour accorder une assistance tant soit peu réelle à Varsovie.

Valentin Faline : Dans notre exemple il n'avait même pas été question d'une déclaration de guerre formelle. Les « tories » pensaient que le rouleau

compresseur allemand prendrait la direction de l'Oural. Et qu'ensuite il n'y aurait plus personne pour dénoncer la perfidie d'Albion.

Ce lien du temps, ce lien des événements existait pendant la guerre. Il donnait matière à réflexions. Et dans celles-ci, il me semble qu'il y en avait qui n'étaient pas très optimistes pour nous.

Mais revenons à la charnière des années quarante-quatre -quarante-cinq. La guerre aurait-elle pu ou non prendre fin avant le mois de mai ?

Valentin Faline : Posons la question de cette façon : pourquoi le débarquement des alliés avait-il été programmé pour quarante-quatre ? Il est curieux que personne ne mette l'accent sur ce fait. Or, cette date n'avait pas du tout été choisie au hasard. En Occident, on avait pris en compte que devant Stalingrad nous avions perdu une énorme quantité de soldats, d'officiers et aussi de matériel. D'immenses sacrifices aussi avaient été consentis sur le saillant de Koursk... Les pertes soviétiques en chars avaient été plus importantes que les pertes allemandes.

En quarante-quatre, le pays mobilisait déjà des gars de dix-sept ans. La campagne avait pratiquement été dépeuplée. Les jeunes nés en 1926-1927 étaient épargnés uniquement dans les usines de guerre, d'où les directeurs ne les laissaient pas partir.

En évaluant les perspectives, les services de renseignement états-uniens et britanniques estimaient qu'au printemps de 1944 le potentiel offensif de l'Union soviétique serait épuisé. Que ses réserves humaines seraient entièrement taries et que l'Union soviétique ne serait pas à même de porter à la Wehrmacht un coup de la puissance de ceux qu'elle avait assenés lors des batailles de Moscou, de Stalingrad et de Koursk. Il s'avère donc qu'au moment du débarquement des alliés dans la guerre contre les nazis nous avons abandonné l'initiative stratégique aux États-Unis et à la Grande-Bretagne.

Le débarquement des troupes alliées sur le continent a coïncidé avec le complot contre Hitler. Les généraux arrivés au pouvoir dans le Reich devaient dissoudre le front occidental et ouvrir devant les États-uniens et les Anglais un espace pour l'occupation de l'Allemagne et la « libération » de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de l'Autriche... L'Armée Rouge devait être arrêtée aux frontières de 1939.

Je me souviens, les États-uniens et les Anglais avaient même effectué un débarquement en Hongrie, dans le secteur du lac Balaton, avec pour objectif la prise de Budapest, mais les Allemands les avaient décimés...

Valentin Faline : Il ne s'agissait pas d'un débarquement, c'était plutôt un groupe de contact pour établir une liaison avec les forces antifascistes magyares. Mais ce n'est pas uniquement cela qui avait échoué. Après l'attentat Hitler était toujours en vie et Rommel, grièvement blessé, était sur la touche, alors qu'en Occident on misait beaucoup sur lui. Les autres généraux avaient manqué de courage. Il s'est passé ce qui s'est passé. Pour les États-uniens il n'y a pas eu de

marche en fanfare à travers l'Allemagne. Ils se sont engagés dans des combats, parfois durs comme ceux qu'ils ont livrés pendant l'opération des Ardennes. Quoi qu'il en soit, ils ont mené à bien leurs missions. Parfois même avec assez de cynisme.

Un exemple concret. Les troupes états-uniennes étaient arrivées aux approches de Paris. Une insurrection avait éclaté dans la ville. Les États-uniens s'arrêtèrent à une trentaine de kilomètres de la capitale de la France et attendirent que les Allemands liquident les insurgés, parce que la plupart d'entre eux étaient des communistes. Selon diverses estimations, les pertes ont été de 3 à 5 000 morts. Mais lorsque l'insurrection a triomphé, les allies ont pris Paris. La même chose s'est produite dans le midi de la France.

Mais revenons là où nous avons engagé notre discussion.

Valentin Faline : Oui. En automne quarante-quatre, plusieurs conférences avaient eu lieu en Allemagne, animées par Hitler et placées ensuite sous la présidence Jodl et de Keitel. Les dirigeants allemands pensaient que si une bonne correction était infligée aux États-uniens, les États-unis et l'Angleterre seraient plus enclins à reprendre les pourparlers qui avaient été menés en 1942-1943 à l'insu de Moscou.

L'opération lancée dans les Ardennes avait été conçue par Berlin non pas en vue d'obtenir la victoire dans la guerre, mais comme une opération destinée à saper l'alliance entre l'Occident et l'Union soviétique. Les États-unis devaient comprendre que l'Allemagne était encore suffisamment forte et que pour les puissances occidentales elle présentait un avantage dans leur confrontation avec l'Union soviétique. Elle devait aussi montrer aux alliés qu'ils n'auraient ni les forces, ni la volonté suffisantes pour arrêter les « rouges » à l'approche de l'Allemagne.

Hitler avait souligné que personne ne discuterait avec un pays se trouvant dans une situation difficile. On ne prendra langue avec nous que lorsque la Wehrmacht aura montré sa force.

L'atout décisif était l'effet de surprise. Les alliés avaient pris leurs quartiers d'hiver, ils estimaient que l'Alsace et les Ardennes étaient de magnifiques endroits pour la détente et convenaient très mal à des opérations de guerre. Pendant ce temps, les Allemands s'apprêtaient à percer en direction de Rotterdam et à priver les États-uniens de toute possibilité d'utiliser les ports néerlandais. Ce qui devait décider de toute la campagne occidentale.

Le début de l'opération des Ardennes fut reporté à plusieurs reprises. L'Allemagne manquait de forces. Elle fut lancée à un moment où en hiver quarante-quatre l'Armée Rouge livrait de durs combats en Hongrie, dans le secteur du lac Balaton et devant Budapest. Ce qui était en jeu, c'étaient les dernières sources de pétroles en Autriche et quelque part en Hongrie, contrôlées par les Allemands.

C'était là une des raisons pour lesquelles Hitler avait décidé de défendre la Hongrie coûte que coûte. C'est à ces fins qu'au plus fort de l'opération des

Valentin Faline, docteur en Histoire, a eu l'occasion d'étudier et analyser des archives historiques inédites de la Seconde Guerre mondiale

Ardennes et avant le début de l'opération d'Alsace il avait commencé à prélever des forces sur l'axe occidental pour les transférer sur le front soviéto-hongrois. Le fer de lance de l'opération des Ardennes -la 6-e armée blindée SS, avait été retirée des Ardennes et transférée en Hongrie...

Dans le secteur de Hajmasker.

Valentin Faline : Au fond, le redéploiement avait commencé avant que Roosevelt et Churchill ne lancent un appel paniqué à Staline, dont la traduction du langage diplomatique serait approximativement celle-ci : nous sommes dans de sales draps, aidez-nous.

Quant à Hitler, il pensait -des preuves existent pour confirmer ce que je dis -que si nos alliés avaient tant de fois livré l'Union soviétique aux coups et attendu ouvertement dans l'espoir de voir Moscou et l'Armée Rouge s'effondrer, nous pourrions nous aussi avoir le même comportement. Comme en quarante et un, ils avaient attendu la chute de la capitale de l'URSS, comme en quarante-deux non seulement la Turquie et le Japon, mais encore les États-unis avaient attendu la chute de Stalingrad avant de décider de réviser leur politique. Car les alliés ne nous communiquaient même pas les informations collectées par leurs services de renseignement, par exemple concernant les offensives allemandes du Don vers la Volga et plus loin en direction du Caucase, etc., etc.

Si ma mémoire ne me trahit pas, ces renseignements nous avaient été communiqués par le légendaire « Orchestre rouge ».

Valentin Faline : Les États-uniens ne nous transmettaient aucune information, alors qu'ils en avaient à profusion. Notamment en ce qui concerne la préparation de l'opération « Citadelle » sur le saillant de Koursk...

Évidemment, nous étions fondés de surveiller dans quelle mesure nos alliés savaient se battre, dans quelle mesure ils voulaient le faire et étaient disposés à réaliser leur plan principal sur le continent, le plan Rankine. Car le plan essentiel ce n'était pas Overlord, mais Rankine, qui prévoyait l'instauration d'un contrôle anglo-états-unien sur l'ensemble de l'Allemagne, sur tous les États d'Europe orientale, de manière à ne pas nous y laisser entrer.

Quand il avait été nommé commandant des forces du deuxième front, Eisenhower avait reçu cette directive : préparer Overlord, mais sans jamais perdre de vue Rankine. Si des conditions favorables se présentent pour la réalisation du plan Rankine, alors laissez tomber Overlord et lancez toutes les forces dans la réalisation du plan Rankine. C'est dans le cadre de ce plan que l'insurrection de Varsovie avait été déclenchée. Et beaucoup d'autres choses avaient suivi.

À cet égard quarante-quatre, la fin de quarante-quatre et le début de quarante-

cinq ont été des moments de vérité. La guerre était menée non pas sur deux fronts, oriental et occidental, mais pour deux fronts. Formellement, les alliés menaient des opérations de guerre importantes pour nous, elles immobilisaient des forces allemandes non négligeables, c'est incontestable. Cependant leur dessein majeur était d'arrêter l'Union soviétique dans la mesure du possible, comme le disait Churchill, et de « stopper les descendants de Gengis Khan », pour reprendre le langage plus imagé de certains généraux états-uniens.

Au demeurant, cette idée avait été formulée dans des termes antisoviétiques grossiers par Churchill au mois d'octobre quarante-deux, avant le début de notre contre-offensive le 19 novembre devant Stalingrad : *« Il faut arrêter ces barbares le plus loin possible à l'est »*.

Lorsque nous évoquons nos alliés, en aucun cas je ne voudrais amenuiser les mérites des soldats et des officiers des troupes alliées qui ont combattu tout comme nous, sans être au courant des intrigues politiques et des machinations de leurs dirigeants. Ils se sont battus honnêtement et avec esprit d'abnégation. Je ne voudrais diminuer en rien la portée de l'aide accordée dans le cadre de Land Lease, même si ce n'est pas nous qui en avons profité le plus. Je voudrais simplement dire combien notre situation avait été complexe, contradictoire et dangereuse tout au long de la guerre. Et combien il était difficile parfois de prendre des décisions. Lorsque non seulement on nous menait par le bout du nez et aussi quand on continuait de nous livrer à tous les coups.

Alors, la guerre aurait-elle pu prendre fin avant le mois de mai quarante-cinq ?

Valentin Faline : Pour répondre en toute franchise à cette question, je dis oui. Seulement ce n'est pas la faute de notre pays si elle ne s'est pas terminée en quarante-trois. Si nos alliés avaient consciencieusement rempli leur devoir, s'ils avaient respecté les engagements pris devant l'Union soviétique en quarante et un, en quarante-deux et au début de quarante trois. Mais comme ils ne l'ont pas fait, la guerre a duré deux ans de trop pour le moins.

Mais l'essentiel, c'est que sans les atermoiements dans l'ouverture du deuxième front, les pertes soviétiques et alliées, surtout en Europe occupée, auraient été de 10 à 12 millions de personnes moins élevées. Auschwitz n'aurait pas existé, car il n'a commencé à fonctionner à plein régime qu'en quarante-quatre...

Viktor Litovkine est un journaliste russe reconnu, spécialisé dans les questions militaires, collaborateur de la Revue Militaire Russe.

Le domino kirghize

Analyse

Au Kirghizistan, la « révolution » des Tulipes a entraîné la fuite du président Askar Akaïev. Il accorde sa première interview à *Rossiskaïa Gazeta*. C'est un choix stratégique de communication que de nombreux « Yushchenko kirghizes » ont adopté depuis plusieurs semaines. En effet, *Rossiskaïa Gazeta* est le quotidien de la Douma d'État et il est largement distribué dans de nombreuses républiques d'ex-URSS, y compris la Kirghizie. Askar Akaïev s'indigne de l'illégalité de son renversement, il prétend que tout était prémédité et qu'on en voulait à sa vie. Il est vrai que pour le dirigeant d'un pays longtemps qualifié de « Suisse de l'Asie centrale », un pays musulman mais laïque, il est difficile de se voir traiter en dictateur. Étant donné la confusion actuelle, il tente de casser l'image qu'on a donné de lui et propose de faire son retour si on assure sa sécurité. Ce n'est pas exclu, au vu de la tournure actuelle des choses, les nouveaux leaders viennent en effet de lui proposer de le reconnaître dans ses fonctions s'il accepte de démissionner ensuite.

Peut être par souci d'impartialité, *Rossiskaïa Gazeta* donne la parole au successeur d'Akaïev désigné par les putschistes, Kurmanbek Bakiev. Le nouveau Premier ministre, homme du Sud, financé en partie par les États-uniens et président par intérim, rejette totalement la violence qu'il dit involontaire et s'efforce de rassurer les Russes : les relations entre Bichkek et Moscou resteront inchangées, le nouveau pouvoir ne s'en prendra pas à Akaïev et l'ordre sera rétabli. Il est d'autant plus important de ne pas s'aliéner la population russe qu'elle forme 20 % de celle du Kirghizistan. Le nouveau ministre de la Sécurité, Felix Koulov, s'est d'ailleurs employé à rallier leurs voix, il y a peu, en demandant un statut de seconde langue officielle pour le Russe. Ce général, ancien du KGB, homme du Nord et de gauche, reconnaît dans *Libération* que l'opposition est divisée, mais se pose en recours possible pour les élections présidentielles du 26 juin, élections où il fait figure de favori avec Bakiev. Il souligne que les États-Unis les aident pour éviter que la situation ne dégénère, alors que la Kirghizie est économiquement dépendante de la Russie avec

laquelle il affirme avoir des affinités.
Dans *Vremya Novostyey*, Rosa Otunbaieva, l'ancienne apparatchik soviétique, se montre amère. Elle confirme que l'action de l'opposition qui avait pour modèles la Géorgie et l'Ukraine s'est emballée, la belle épopée s'est transformée en blitzkrieg. Elle fait partie des leaders qui avaient dès le début confirmé leur impuissance à contrôler la foule. Aujourd'hui, cette question appartient au passé et elle se tourne vers l'avenir : fidèle au jargon marxiste-léniniste de ses débuts, elle parle d'expropriation des expropriateurs.

Si les anciens ou actuels dirigeants politiques s'interrogent sur l'avenir de la direction du pays, chez les analystes, la question qui demeure est : comment le pays va-t-il évoluer ?
Doctorant français travaillant sur le Kirghizistan, David Gaüzere explique dans *Libération* qu'il est optimiste. L'alternance était prévue et nécessaire et le pays va se développer, il balaye ainsi les craintes de guerre civile et les inquiétude du quotidien de la gauche française quant au péril islamiste. Elinor Burkett exprime pour sa part ses craintes dans le *New York Times* et l'*International Herald Tribune*. La présidente du département de journalisme de l'université d'Alaska, qui a enseigné au Kirghizistan, réfute le pacifisme de cette révolution. Plutôt qu'un changement politique, elle voit une simple redistribution de la propriété dans un pays qui n'a pas de marge de manœuvre, car pas de ressources, et un jeu de chaises musicales entre une caste de dirigeants qui se disputent les rentes et le pouvoir. Dès lors, comment la population va réagir au nouveau pouvoir ? Georgy Sitnyansky en ethnologue et spécialiste de l'Asie centrale voit dans les récents évènements la résurgence du conflit endémique entre le Nord moderne et le Sud traditionnel. Il explique dans *Nezavissimaïa Gazeta* que, pour lui, toutes les luttes sont basées sur cet antagonisme et que le pays n'a jamais été aussi près de la scission.

Situé entre la Russie et la Chine, le Kirghizistan a une position stratégique et le dernier bouleversement peut avoir des échos régionaux forts.
Dans *The Independent* Shaazka Beyerle, vice-présidente de l'International Center on Non violent Conflict et donc proche de son président Peter Ackerman, un des signataires du dernier appel de la Freedom House contre Poutine, voit dans cette révolution l'amorce d'un mouvement pour toute l'Asie centrale tout en étant consciente de la fragilité de la société sur laquelle s'applique sa méthode. Notons que cette méthode dont il est question met largement à profit la Freedom House. Au Kirghizistan, elle a financé la presse locale et des mouvements de jeunes comme Kelkel (« viens-viens »).
Nikolaï Borduja, Le secrétaire général de l'ODKB, organisation du traité de défense collective, comprenant la Fédération de Russie, la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan s'inquiète dans *Gazeta SNG*, le journal de la CEI, du fait que les pouvoirs réels dans ce pays sont représentés par la narco-mafia, le crime organisé, les extrémistes religieux et quelques potentats locaux. Il propose de prendre des mesures communes au sein de l'organisation.
Le dernier mot revient au théoricien en chef du jeu d'échec géopolitique dans la région, Zbigniew Brzezinski. Dans *Vedomosti*, l'incontournable quotidien russophone du monde des affaires et de la finance, partenaire du *Financial Times* et du *Wall Street Journal*, il affirme qu'il s'agit de la suite logique de l'extension du pluralisme géopolitique qui devrait s'achever en Russie. C'est

avec délectation qu'il s'imagine la chute de Poutine, incarnation selon lui du stalinisme, coïncidant avec l'anniversaire de la victoire sur Hitler. Pour lui, le problème au Kirghizistan et dans d'autres républiques vient du fait que les dirigeants sont les mêmes depuis l'indépendance et qu'ils sont restés fidèles à la politique séculaire émanant de l'athéisme soviétique officiel.

Réseau Voltaire

Askar Akaïev

Askar Akaïev est président en exil du Kirghizistan.

« Mon ordre ultime : ne tirez pas ! »

Source : Rossiskaïa Gazeta
Référence : « ••• ••••••••• •••••• - •• •••••••• ! », par Askar Akaïev, *Rossiskaïa Gazeta*, 30 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

J'espère bien m'exprimer à la télévision demain ou après-demain, je n'en avais pas la possibilité avant, c'est pour cela que j'ai utilisé Internet. Je qualifie ce qui s'est passé de prise de pouvoir anticonstitutionnelle au moyen d'émeutes urbaines et de prise par la force du siège du gouvernement. Nous savions qu'un rassemblement général de l'opposition allait avoir lieu le 24 mars avec parmi eux des radicaux. Nous avons négocié, nous ne voulions pas d'excès et dès le début j'ai insisté sur le fait que le pouvoir n'emploierait pas la force.
Avant même le début du meeting, l'opposition a ordonné l'assaut du bâtiment. Une dizaine de milliers de personnes, avec parmi elles quelques milliers de combattants venus d'autres régions de Kirghizie ainsi que des criminels libérés de prison. Des millions de téléspectateurs ont pu constater que beaucoup d'entre eux avant des bouteilles de vodka à la main, certains étaient sous l'emprise de narcotiques. Les membres de la garde nationale qui protégeaient le bâtiment n'ont pas fait usage de leurs armes mais ils ont été tabassés, c'était des gens qui faisaient leur devoir ! Je pensais et je continue à penser que la conservation d'un pouvoir à titre personnel ne vaut pas une goutte de sang.
J'ai été évacué du bâtiment en urgence, une demi-heure avant l'assaut. Dans les jours qui ont précédé, les services spéciaux m'avaient averti que les leaders de l'opposition radicale voulaient m'écarter physiquement du pouvoir, ils ont agressé plusieurs de mes collaborateurs. Des gens neutres en contact avec l'opposition m'ont dit : " vous devez quitter le pays, si vous tombez entre leurs mains, vous n'en sortirez pas vivant ". Ma garde est restée fidèle jusqu'au bout, elle était prête à me défendre, ça aurait été l'escalade du conflit, la guerre civile et peut-être une extension régionale du conflit. Il s'agissait donc de protéger ma vie mais aussi d'éviter un bain de sang. C'est pour cela que j'ai quitté le pays et que je me trouve actuellement dans les environs de Moscou.
Je me suis efforcé pendant 14 ans de garder le pays sur le chemin de la démocratie et je pense que cette démocratie est aujourd'hui en danger. La seule solution c'est le retour du droit constitutionnel. J'ai toujours respecté l'opposition et je suis prêt à dialoguer avec le nouveau parlement s'il garantit ma

sécurité, pour que la vie au Kirghizistan reprenne un cours constitutionnel et que le nouveau président soit élu sur ces bases. Je continue à penser qu'une démocratie durable est possible en Asie centrale, mais que ce qui s'est passé est le résultat du processus de démocratisation forcée mis en place par quelques organisations internationales. Notre opposition est antidémocratique, dès le début elle voulait prendre le pouvoir illégalement.
Je pense avoir fait tout ce que j'ai pu pour le développement du pays et l'Histoire remettra les choses à leur place. Il y a eu des erreurs, comme celle de ne pas renforcer les forces de sécurité, les évènements récents en sont une preuve. Je me sens responsable face au peuple pour ce chaos. J'ai refusé l'aide de l'ODKB [1], car il s'agissait d'une affaire intérieure. J'ai souvent connu la trahison pendant mes années de présidence, j'ai mal pour le pays et pour le peuple qui doit vivre ce cauchemar.

---

[1] Organisation du traité de défense collective, regroupant la Russie, la Biélorussie, l'Arménie, le Kirghizistan, le Tadjikistan, et le Kazakhstan

Kurmanbek Bakiev

Ancien Premier ministre du Kirghizistan (2000-2002), Kurmanbek Bakiev a été désigné le 25 mars 2005, président et Premier ministre du Kirghizistan par intérim par l'opposition après la « révolution » des tulipes. Il est député et dirigeant du bloc d'opposition For People's Power.

« Déposé par la vague »

Source : Rossiskaïa Gazeta
Référence : « ••••••••• •• ••••• », par Kurmanbek Bakiev, *Rossiskaïa Gazeta*, 28 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

La contre-révolution est déjà là, nous pouvons le voir et le sentir. Le désordre, les pillages, les combats, tout cela est inspiré par les adversaires du nouveau pouvoir. Grâce aux mesures que nous avons prises, le calme est revenu. Ce qui s'est passé n'était pas planifié à l'avance, personne ne s'y attendait, notamment la prise de la Maison Blanche. Je ne suis pas partisan de ce genre d'action, mais le peuple était excédé. Je ne souhaite à personne d'arriver au pouvoir dans ces conditions.
Nous voulons un Kirghizistan développé et démocratique, un pays où les Droits de l'homme sont garantis et la liberté de parole aussi. Notre gouvernement est formé, la première tâche est d'assurer la sécurité des citoyens. Nous n'allons pas nous éloigner de la Russie, nous avons des liens très forts et très anciens, nos relations au contraire vont être encore meilleures. Tous les contrats passés jusqu'à ce jour entre le Kirghizistan et d'autres États seront honorés, la construction de la centrale hydroélectrique de Kambaratinsk avec la Russie va permettre de redonner de la vie à l'économie et de juguler le chômage. La présence d'Akaïev à Moscou ne fera pas d'ombre aux relations entre nos deux pays ; au contraire, le président Poutine s'est montré très à l'écoute de nos besoins lors de la conversation téléphonique que j'ai eue avec lui. Je lui ai clairement dit que nous avions besoin d'aide, car en ce moment ont lieu les travaux agricoles de printemps et nous devons penser à ce que le peuple va manger. J'ajoute que l'ambassadeur des États-Unis nous a aussi assuré de la part de son président que nos relations resteront inchangées.

Tous les problèmes concernant le nouveau parlement seront résolus dans le cadre de la constitution, malheureusement pour l'instant la situation est paradoxale, en effet les deux parlements, l'ancien et le nouveau, se disent légitimes. Les élections présidentielles auront lieu le 26 juin prochain, conformément aux textes qui précisent que lorsque le poste de président est vacant pour une raison ou pour une autre, le successeur doit être désigné dans les trois mois. Je n'ai personnellement aucune intention de faire juger Akaïev. Il est le premier président du Kirghizistan et il le restera pour toujours. Une grande part de l'édification de notre État lui revient. Il y a une loi qui garantit sa sécurité et elle sera respectée.

Félix Koulov

L'ex-général Félix Koulov est le chef du parti Ar Namys (Dignité). Il a été condamné à dix ans de prison pour détournement de fonds publics. Ancien vice-président, ministre de l'Intérieur et maire de Bichkek, il était l'un des principaux opposants d'Askar Akaïevet avait été arrêté avant la présidentielle de 2000. Libéré par l'insurrection au Kirghizistan, il a été nommé ministre de la Sécurité avant de démissionner quelques jours plus tard affirmant que sa tâche était terminée.

« La révolution kirghize n'a pas encore vraiment commencé »

Source : Libération
Référence : « La révolution kirghize n'a pas encore vraiment commencé », par Felix Koulov, *Libération*, 26 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Il ne m'a pas fallu plus de cinq minutes pour m'adapter à mon poste de ministre de la Sécurité. De toute façon, en prison, j'avais des contacts avec l'extérieur et me tenais informé de ce qui se passait. La vie en prison était dur à cause du froid mais j'y retournerai de moi même, une fois l'ordre revenu, si ma condamnation n'est pas annulée. Mais j'ai bon espoir d'être acquitté, car les poursuites contre moi étaient clairement politiques.
La révolution au Kirghizistan n'a pas vraiment commencé. Le régime s'est effondré très vite et il y a eu une vacance du pouvoir qui a été comblée par un appel à Kurmanbek Bakiev . Faible et divisée, l'opposition n'était pas prête à s'emparer du pouvoir. Du coup, la situation politique est loin d'être clarifiée. Mais il n'est plus possible de revenir en arrière. Compte tenu des circonstances, je ne sais pas si je me présenterai à l'élection du 26 juin. Si ma candidature devait entraîner de nouveaux affrontements et que j'estime que des personnes dignes se présentent, avec de bons programmes, il ne sera pas forcément nécessaire que je sois également candidat. J'ai d'excellents rapports avec Bakiev, même s'il était Premier ministre lorsqu'on m'a jeté en prison. À l'époque, il s'occupait surtout des questions économiques ; nous verrons quel est son programme aujourd'hui.
Le Kirghizistan est un petit pays, enclavé et disposant de peu de ressources, nous devons donc recevoir l'aide de tout le monde, Russes comme États-uniens. Les États-uniens veulent que notre pays se démocratise : qu'il ne devienne pas une nouvelle menace pour le monde, un foyer du terrorisme ou du trafic de drogue. Mais nous ne pouvons pas vivre sans la Russie. Sur les 5 millions d'habitants du Kirghizistan, entre 800 000 et un million travaillent en Russie. On ne peut pas se fâcher avec Moscou et, en outre, j'ai du respect pour Vladimir Poutine.

Rosa Otunbaieva

Ancienne ambassadrice d'URSS en Malaisie (1991-1992), ancienne ministre des Affaires étrangères kirghize et ancienne ambassadrice à Londres (1996-2004), Rosa Otunbaieva est co-dirigeante du parti d'opposition Ata-Jurt (Patrie). Elle a été nommée ministre des Affaires étrangères par le gouvernement issu de la « révolution » des tulipes.

« Nous voulions que la révolution kirghize soit belle »

Source : Vremya Novostyey
Référence : « •• ••••••, ••••• •••••••••• ••••••••• •••• •••••••• », par Rosa Otunbaieva, *Vremya Novostyey*, 29 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

La censure était féroce sous Akaïev et mon visage n'apparaissait jamais à la télévision, ou alors sous forme de montage. J'étais particulièrement drôle avec une carabine, quand ils décrivaient mon attitude vis à vis du conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie [1]. La propagande d'Akaïev essayait de présenter les leaders de l'opposition comme des ennemis et moi comme le plus vicieux d'entre eux.

Nous avons essayé de conserver la technique adoptée en Ukraine et en Géorgie, manifester pacifiquement sur les places aussi longtemps que nécessaire, pour chasser Akaïev de la Maison Blanche qui était gardée par la milice et les forces spéciales. Des bandes de voyous engagés par Akaïev ont alors attaqué la manifestation. Nous voulions que la révolution soit belle, nous avons cherché des fleurs à Osh, mais les marchés étaient fermés et les tulipes hollandaises n'arrivent pas jusque là-bas. La dernière chose dont je me souvienne, c'est que j'ai essayé d'empêcher nos partisans de répondre aux jets de pierres. Nous pensions rester longtemps, l'approvisionnement en nourriture était prévu. Nous ne pensions pas que cela allait dégénérer, nous n'avions pas mesuré l'amertume des masses de nos pauvres compatriotes et leur rancœur vis à vis du pouvoir. Fidèle aux classiques, le prolétariat a pris d'assaut la Maison Blanche.

Le 25 mars, j'ai été nommée ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement provisoire, je dois expliquer au monde entier que la révolution n'a pas été menée par une junte de putschistes et d'extrémistes mais de gens qui exigeaient le départ d'un régime qui était sorti de la légalité.

La base de notre politique extérieure va rester la même, les partenaires aussi. Nous devons effacer cette image négative laissée par notre pays pendant ces quelques jours. Nous allons faire le maximum pour stabiliser la situation et renforcer le gouvernement. La situation est sous contrôle, tout est calme dans Bichkek grâce au professionnalisme de Koulov. Le fossé entre les pauvres et les riches est devenu gigantesque, c'est la leçon que l'on peut tirer de cette marche brutale d'expropriation des expropriateurs. C'est la quatrième fois que je dirige le ministère des Affaires étrangères, il est petit mais a des capacités. Personne n'a été renvoyé, nous avons de nombreux contacts avec l'étranger. Ce qu'on raconte sur Internet est faux, je ne réclamerai pas l'extradition d'Akaïev, la proposition de la Russie était un geste humanitaire et pas du tout un asile politique.

---

[1] Elle y a été l'adjointe du représentant de l'ONU pour la régulation

David Gaüzere

David Gaüzere termine une thèse de doctorat sur le Kirghizistan à l'université de Bordeaux-III. Dans le cadre de cette recherche, il a effectué plusieurs séjours dans ce pays depuis 1999.

« Les nouveaux tenants du pouvoir sont des gens mûrs »

Source : Libération
Référence : « Les nouveaux tenants du pouvoir sont des gens mûrs », par David Gaüzere, *Libération*, 26 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Depuis 2002, la situation politique s'est dégradée au Kirghizistan avec la répression d'une manifestation pour le pain, dans le sud du pays, qui a causé de nombreux morts et a conduit Kurmanbek Bakiev à la démission. Ce dernier a alors rejoint l'opposition. L'année suivante, Askar Akaïev a forcé la légalité constitutionnelle en plaçant son fils à la tête du Parlement, tremplin pour lui succéder. Il avait déjà rusé avec la constitution pour rester au pouvoir plus longtemps et quand les élections législatives ont été falsifiées, les gens ont compris qu'ils n'avaient plus rien à attendre de ce régime. La dernière erreur de l'ancien chef de l'État a été de diminuer les aides financières au Sud, d'où est partie la révolte.

La révolution est dirigée par Kurmanbek Bakiev , un homme du Sud ayant reçu des fonds des États-Unis, et Felix Koulov, ancien général et maire de Bichkek, issu du Nord et beaucoup plus " à gauche " que Bakiev. Il n'est pas à la botte des États-Unis. Compte tenu de la situation économique, il suffisait d'une étincelle pour que le mouvement parte. Les États-uniens ont soutenu le mouvement mais ils ne le contrôlent pas complètement.

A la différence des pays voisins, le régime kirghize était autoritaire, mais pas dictatorial, et laissait place à une vraie liberté de pensée. Les Kirghizes ont une culture politique forte et une structure de population clanique où les clans ont besoin les uns des autres. Si on ajoute à cela le fait que les nouveaux dirigeants sont des gens mûrs, des gestionnaires, je ne pense pas qu'on s'oriente vers une guerre civile. De même, il ne faut pas s'inquiéter d'une montée de l'intégrisme musulman, car l'islam kirghize est sans doute le plus libéral du monde. Toutefois, les islamistes ont leurs partisans dans le Sud chez les les Tadjiks et les Ouzbeks, qui forment d'importantes minorités dans certaines vallées. Mais au Kirghizistan l'islam n'est pas la base de l'identité nationale, il n'en est qu'une des composantes.

Je ne pense pas que l'attitude du Kirghizistan changera vis-à-vis de Moscou, il y a trop de liens entre ces deux pays, mais la diplomatie kirghize va se tourner vers l'Occident pour faire venir les capitaux étrangers et tenter de relancer l'économie.

Elinor Burkett

Elinor Burkett est présidente du département de journalisme de l'université d'Alaska. Elle a écrit *So Many Enemies, So Little Time*, un livre où elle présente son expérience d'enseignante au Kirghizistan (2001-2002).

« La démocratie tombe sur une terre stérile »

Source : International Herald Tribune
, New York Times
Référence : « Democracy Falls on Barren Ground », par Elinor Burkett, *New York Times*, 29 mars 2005.
« Democracy falls on barren ground », *International Herald Tribune*, 30 mars 2005.

Le renversement d'Askar Akaïev a été accueilli avec le même enthousiasme que les révolutions en Géorgie et en Ukraine. On nous dit que la démocratie est en marche et qu'un nouveau despote de l'ex-URSS a été renversé. C'est une jolie histoire mais je crains que ça ne corresponde pas à la réalité.

En Géorgie, Chevarnadze a été renversé quand des dizaines de milliers de manifestants sont arrivés au Parlement pour demander la fin de la corruption ; au Kirghizistan, la foule n'a pas fait qu'occuper les bâtiments publics, elle a pillé les supermarchés, les cybercafés, les salons de beauté, etc. Contrairement à l'Ukraine, les manifestants n'ont pas dénoncé les élections truquées, ils se révoltaient contre la situation économique d'un pays qui dépend largement de sa seule mine d'or et des deux bases militaires installées sur son sol : une russe et une états-unienne. Contrairement aux dirigeants de Géorgie et d'Ukraine, les nouveaux dirigeants kirghizes ne veulent pas une nouvelle politique, ils veulent plus de pouvoirs en le prenant à leur ancien camarade Akaïev.

Ce n'est pas une révolution politique, c'est une révolution économique et régionale du sud ouzbek contre le nord russifié et industriel. Le nouveau président Kurmanbek Bakiev était Premier ministre jusqu'à ce qu'il ait dû démissionner suite à la répression sanglante d'une manifestation et qu'il passe à l'opposition. La nouvelle ministre des Affaires étrangères, Rosa Otunbaieva, a occupé ce poste par deux fois et était autrefois connue pour son marxisme-léninisme. Enfin, Felix Koulov, dont la libération a tant enthousiasmé l'Occident, a dirigé auparavant les forces au Kirghizistan, avant la chute de l'URSS, et a fait tirer sur des manifestants.

Les habitants du Nord ne sont pas content de ce qui se passe, des pillages à Bichkek et comme me disait un ami vivant là bas, ce n'est pas la démocratie, c'est la foule !

Georgy Sitnyansky

Georgy Sitnyansky est membre de l'Institut d'ethnologie et anthropologie de l'académie des sciences russe, où il est spécialiste de l'Asie centrale

« De l'éventualité d'une guerre civile »

Source : Nezavissimaïa Gazeta
Référence : « ••••• •• •••••••••••• ••••• », par Georgy Sitnyansky, *Nezavissimaïa Gazeta*, 29 mars 2005.

La révolution est devenue un fait au Kirghizistan, l'opposition essaye d'y rétablir l'ordre. Le changement de pouvoir et de propriété pourrait provoquer une opposition du Nord et du Sud. Au Kirghizistan, le pouvoir n'a jamais été le monopole d'une ethnie ou d'un clan mais les Sarybagyshs du Nord, dont fait partie Akaïev, ont tout de même eu la plus grande influence. Cette vieille rancœur remonte au XIXième siècle et à l'époque des Khans. Le Sud n'a jamais accepté la domination et Akaïev a été obligé de le prendre en compte. Ainsi, le gouvernement était dirigé en 1991 par Nassirdine Issanov et en mars 1992, le drapeau du pays a pris la couleur rouge du Sud alors que celle du Nord est le bleu. Le Sud est plus conservateur face à l'européanisation, il a subi davantage d'influences ouzbeks, il est plus islamisé. Déjà en 1992-1993 on pouvait penser que deux Kirghizie allaient se former, l'une traditionnelle au Sud et l'autre moderne au Nord. Un leader séparatiste était apparu en la personne de Bekmamat Osmanov et pour se protéger, Akaïev l'avait nommé gouverneur de la région de Djalal Abad. Il voulait la scission du pays mais après un an en poste, il avait installé tous ses proches aux postes clés, il contrôlait la presse locale et il avait fait fortune. Pendant l'hiver 1994-1995, il affichait des prétentions pour le poste de président ou au pire, pour celui de dirigeant d'un état du Kirghizistan du Sud indépendant.

Les élections de 1995 ont opposé Akaïev au communiste Massiliev, qui représentait plus le Sud que les communistes ; c'était de nouveau un affrontement Nord contre Sud plutôt que communistes contre réformateurs. C'est Akaïev qui a gagné mais le parlement était dirigé par un ressortissant du Sud. La fin brutale de l'idéologue en chef du séparatisme avait semblé mettre un terme à la menace de scission, cependant le risque demeurait. À la fin des années 90, on a même pensé transférer la capitale à Osh pour renforcer le contrôle sur la région. Le conflit s'était réveillé en mai 2002, quand deux députés furent arrêtés pour avoir protesté contre la cession à la Chine d'un morceau de territoire. Akaïev avait donné l'ordre de tirer sur la foule qui bloquait l'axe Bichkek-Osh, mais les manifestations avaient continué [1].

Le terrain est favorable à cette scission du pays en deux dont on a tant parlé, la position de l'Islam est beaucoup plus forte au Sud. Il y a dix ans, certains pensaient déjà qu'il était possible que le parti " Erkin Kyrgystan " ait des tendances fondamentalistes. Il y a en tous cas parmi les Kirghizes du Sud des gens favorables à un État islamique du Ferghana unifié. La pauvreté au Sud est aussi un facteur aggravant. Si la séparation a lieu, le Sud sera entouré de voisins beaucoup plus puissants appartenant à l'Islam oriental ; le Nord, lui, devra se rapprocher encore plus de la Russie ou du Kazakhstan. Lequel ? Cela dépend aussi de la situation interne de ces pays.

[1] C'est à cette occasion que Bakiev avait dû démissionné de son poste de Premier ministre

Shaazka Beyerle

Ancienne spécialiste du Proche-Orient à la Banque mondiale et ancienne spécialiste du journalisme à l'U.S. Department of State Foreign Service Institute, Shaazka Beyerle est vice-présidente de l'International Center on Nonviolent Conflict.

« La révolution des tulipes ne doit pas mal tourner maintenant »

Source : The Independent
Référence : « The Tulip Revolution must not go wrong now », par Shaazka Beyerle, *Independent*, 28 mars 2005.

Avant que la plupart des Occidentaux ne trouvent le Kirghizistan sur une carte, un large mouvement de mécontentement concernant les élections parlementaires frauduleuses, la corruption et la pauvreté arrivait à son paroxysme à Bichkek. L'ordre autoritaire était renversé pour n'avoir pas su garder ses forces loyales. Toutefois, la révolution des tulipes peut encore évoluer aussi bien vers un nouveau régime autoritaire que vers une démocratie.
L'enjeu est important et ce qui se passe aujourd'hui au Kirghizistan peut avoir un impact sur les mouvements démocratiques dans la région. Si la révolution des Tulipes est une réussite, la contagion des soulèvements non-violents s'accélèrera et pourra gagner le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Biélorussie. Cela pourrait même inspirer les citoyens russes. Ces régimes vont sans doute tous développer leurs appareils répressifs pour éviter des révolutions chez eux. Si la révolution des Tulipes échoue au Kirghizistan, cela fera décliner l'espoir placé par les population dans les changements démocratiques. Il y a également un risque que cela n'entraîne une condamnation de la méthode révolutionnaire plutôt que son exécution au Kirghizistan. En effet, contrairement à la révolution des Roses ou la révolution orange, le soulèvement populaire kirghize n'a pas été bien planifié.
Il faut que la direction de l'opposition rédige un vrai programme politique vers une transition démocratique et pour le développement économique. Sans cela, il y aura une vacance du pouvoir et Askar Akaïev pourrait revenir. Il est encourageant de voir le pouvoir travailler avec la police pour combattre les pillages nocturnes. C'est la dimension non-violente de ces révolutions qui justifie la non-intervention militaire du pouvoir ou de la Russie face aux manifestations. Dans ces conditions, renverser le pouvoir oppresseur n'est que la moitié du chemin, il faut aussi stabiliser le pays.

Nikolaï Borduja

Ancien membre du KGB et ancien ambassadeur au Danemark, Nikolaï Borduja est Secrétaire général de l'ODKB (Organisation du traité de défense collective, regroupant la Russie, la Biélorussie, l'Arménie, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Kazakhstan).

« La révolution en Kirghizie a un goût d'opium »

Source : Gazeta SNG
Référence : « ••••••••• • •••••••• • ••••••••• ••••••••• », par Nikolaï Borduja, *Gazeta SNG*, 29 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Cela fait longtemps que la situation en Kirghizie nous préoccupe, le 21 mars j'ai proposé à Askar Akaïev de réfléchir ensemble aux mesures politiques à adopter pour assurer la sécurité du pays et de ses habitants. Notre souci principal était le respect de la constitution du pays et non l'arrivée au pouvoir d'untel ou d'un autre. Il m'a répondu que la situation était tendue, mais qu'elle restait dans les normes et que l'aide de l'ODKB [1] était prématurée. S'il avait accepté, cela aurait été reconnaître qu'il ne maîtrisait pas la situation dans le pays. De plus, le nom de l'organisation en lui-même (défense collective) évoque de manière émotionnelle l'utilisation de la force en plus de l'action politique. Le président s'est aussi entretenu avec des représentants de l'Union européenne et des États-Unis.

Aujourd'hui, nous voyons la véritable couleur de cette révolution : elle n'est pas très verte, elle a un arrière goût d'opium et la couleur de la nuit noire, quand les maraudeurs passent à l'action. Le facteur islamique n'est pas si important. Il y a deux forces, l'une insatisfaite par Akaïev et son entourage, l'autre qui a servi d'instrument à la première pour conquérir le pouvoir, venue de Osh et des environs de Bichkek ; elle était venue pour détruire les organes du pouvoir et prendre sa revanche sur les biens privés.

Ce qui se passe à Osh est révélateur, celui qui est au pouvoir est l'un des hommes les plus riches du Sud de la Kirghizie, il en possède une bonne partie. Je pense qu'une partie des évènements récents a pour origine cette région ou la narco-mafia et le crime organisé sont très présents. Le Hisb ut Tahrir est très actif dans toute l'Asie centrale, au Tadjikistan, au Kazakhstan et en Russie. Ses membres essayent de faire entrer le dogme religieux dans la conscience des jeunes en particulier, pour construire une base sociale sur laquelle s'appuyer. Il faut que nous nous coordonnions pour résister à l'islamisation rampante de tous les membres de l'ODKB. Nous avons proposé plusieurs fois au nouveau gouvernement de mettre en place un processus de consultation en cas de dégradation de la situation, mais nous n'avons pas encore eu de réponse.

L'OSCE a officiellement fait appel au Kazakhstan car c'est une puissance régionale, ses dirigeants ont une bonne image et ils peuvent influencer le pouvoir. Cependant le fait que la Russie soit un partenaire incontournable dans la régulation de ce conflit ne fait aucun doute.

---

[1] Organisation du traité de défense collective, regroupant la Russie, la Biélorussie, l'Arménie, le Kirghizistan, le Tadjikistan, et le Kazakhstan

Zbigniew Brzezinski

Zbigniew Brzezinski fut conseiller de sécurité nationale du président Carter et directeur exécutif de la Commission Trilatérale. Il est membre du Center for Strategic and International Studies. Il a notamment publié *Le Grand échiquier*.

« Géopolitique : la roulette russe »

Source : Vedomosti
Référence : « ••••••••••• : ••••••• ••••••• », par Zbigniew Brzezinski, *Vedomosti*, 30 mars 2005.

Les évènements en Kirghizie, ainsi que les révolutions démocratiques en Ukraine et en Géorgie, reflètent les deux principales réalités du territoire de l'ex-URSS. D'abord, le pluralisme géopolitique qui est un fait accompli, bien que Vladimir Poutine ait essayé avec nostalgie de rétablir le contrôle sur les républiques indépendantes. Ensuite, la nouvelle génération post-soviétique est excédée par la corruption et l'autoritarisme démocratique qui règnent toujours. Le changement de génération est un apport de forces vives pour la nouvelle opposition politique. Le comportement du président russe à l'égard de la Biélorussie, où il soutient un dictateur primitif, et de la Moldavie, prouve qu'il a mal évalué cette tendance politique. Cela accentue l'isolation de la Russie et presque tous ses voisins ont peur d'elle ou la méprisent, parfois les deux à la fois.

La décision du président Bush d'ajouter au programme de sa visite à Moscou des étapes dans les capitales géorgienne et lettone est un acte stratégique et symbolique important, tout comme la visite du président ukrainien nouvellement élu à Washington. A l'origine, le but de la visite était la célébration du soixantième anniversaire de la victoire sur le nazisme. Certains européens voient dans ces cérémonies une célébration de la victoire du stalinisme, leur impression est renforcée par le refus russe de condamner le pacte Ribbentrop-Molotov.

Les États-Unis sont un des rares pays a n'avoir jamais reconnu l'appartenance des pays baltes à l'URSS et la rencontre de Bush avec les trois présidents de ces pays (dont deux ont décliné l'invitation aux commémorations) est significative, tout comme l'est sa visite en Géorgie, de laquelle la Russie ne veut pas retirer ses troupes (contrairement aux promesses) et où elle soutient des mouvements séparatistes (alors qu'elle les réprime sévèrement en Tchétchénie). Les Russes devraient utiliser cette fête pour condamner le stalinisme, mais ce geste gouvernemental ne peut venir que d'un leader profondément démocratique et il n'y a pas encore à Moscou de leader comme Yushchenko ou Saakashvili.

Les évènements de ces derniers mois augurent des jours meilleurs, le pluralisme géopolitique et démocratique commence à entourer Moscou. L'exemple de ces pays peut renforcer le mouvement en Russie contre les traditions autoritaires et chauvines des élites russes. De plus en plus de jeunes Russes voyagent en Occident, il est possible que le futur occupant du Kremlin soit actuellement étudiant à Harvard ou à Londres. Il n'est pas exclu que cela arrive plus tôt qu'on ne le pense ; le cours de l'Histoire s'est accéléré.

La partie orientale de l'ex-URSS a ses spécificités, les pays indépendants ont conservé les mêmes dirigeants. Ces dirigeants se sont réjouis de l'indépendance, l'ont défendue mais sont restés fidèles à la politique séculaire émanant de l'athéisme soviétique officiel. L'Occident, par peur du fondamentalisme islamique, a encouragé la chose. Le problème vient du fait que l'islam est une

composante du caractère national de la nouvelle génération qui domine démographiquement. La répression aveugle de l'islamisme risque de renforcer et de radicaliser le mouvement. Plus vite la Russie deviendra une démocratie, plus vite le pluralisme géopolitique dans la paix s'installera dans l'ère post-soviétique. Ces péripéties avant la célébration de la victoire sur Hitler peuvent précipiter l'enterrement définitif de l'héritage de Staline.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .